

La Tribune socialiste : 1^{er} Octobre 1964

- - - - -

Une majorité du CONTRAT DES NON à la dernière
Assemblée étudiante

U.N.E.F. - LA FUITE EN ARRIERE,

Il y a deux ans à Dijon, l'U.N.E.F. annonçait « le grand tournant » : abandonnant à la fois les pratiques corporatistes et la politique superficielle, les revendications quantitatives et parcellaires, elle choisissait « la voie universitaire ». Elle affirmait vigoureusement que la crise de l'université n'était pas essentiellement une crise de moyens mais une crise de structures, qu'il fallait maintenant mobiliser les étudiants sur des préoccupations qui leur étaient communes, poser dans leur ensemble les problèmes du statut de l'étudiant et de la réforme démocratique de l'université. Un an plus tard, au Congrès de Toulouse cette orientation était confirmée. A l'Assemblée Générale qui vient de se tenir, il s'est trouvé une majorité de rencontre pour remettre en question ce choix décisif.

Deux courants se sont en effet opposés à cette Assemblée Générale : si on voulait opposer au Plan Fouchet un contre projet concret et mettre les réformes de structure à l'ordre du jour, l'autre arguait de l'isolement de l'U.N.E.F et de la difficulté de mobiliser les étudiants sur ces problèmes pour limiter l'action à la revendication sur les crédits de l'Education Nationale.

La composition de ces deux courants n'est pas sans apporter quelques surprises. Certes, la minorité, dans laquelle se retrouve avec le Vice-président universitaire sortant Jean-Paul MALRIEU, la majorité des membres du Bureau National et la plupart des A.G.E. qui avaient choisi la voie universitaire, est relativement homogène. Il n'en va pas de même de la nouvelle majorité à côté de quelques A.G.E « universitaires » fourvoyées, le gros des troupes est ici fourni par la droite traditionnelle du mouvement étudiant, les fidèles de l'appareil thorézien et les A.G.E qui n'avaient jamais accepté la nouvelle orientation de l'U.N.E.F. Mais ; il est plus étonnant d'y trouver la F.G.E.L., alors qu'on avait pris l'habitude de classer les dirigeants à l'extrême gauche.

Dans les débats, les positions apparaissent moins nettement.

Il n'empêche que pour les militants les plus conscients le débat était parfaitement clair et recoupait d'ailleurs les

préoccupations qui sont celles de la gauche française. Quelles que soient les réserves de détail, il y avait un choix à faire : d'un côté ceux qui acceptent de se battre sur la défensive de formuler des revendications qui masquent les contradictions véritables, au nom d'une conception sentimentale de l'unité. De l'autre, ceux qui préfèrent s'attaquer dès maintenant aux contradictions du néo-capitalisme, en montrant aux étudiants qu'il ne peut y avoir de changement réel de leur condition dans les structures qui lui sont proposées par la réforme technocratique de l'université.

Il avait souvent été dit qu'il faudrait plusieurs années pour que l'orientation universitaire pénètre profondément dans les masses étudiantes. Mais la crainte de ne pouvoir mobiliser qu'une partie des étudiants, la tentation de « raccourci » détermina le vote de nombreuses A.G.E et c'est par 23 voix contre 222 et 173 abstentions qu'a été abandonnée en fait la revendication universitaire. Les conséquences immédiates en sont déjà visibles. L'opinion en général, s'étonnera qu'après qu'on ait tant reproché à l'U.N.E.F son « bavardage » théorique sur la nécessité de réformes de structure, elle ait choisi le moment où la réforme technocratique qu'elle annonçait depuis longtemps voyait le jour, pour abandonner la lutte sur ce terrain. Dans les secteurs de la gauche où l'on suivait l'évolution de l'U.N.E.F avec sympathie, il apparaîtra qu'elle s'est rétractée pour se ranger du côté de ceux-là mêmes qu'elle fustigeait naguère.

A l'intérieur du mouvement, dans beaucoup d'A.G.E., où la ligne universitaire n'était pas pleinement assimilée, les militants verront là un coup d'arrêt à la fin d'une époque du mouvement étudiant. Dans l'immédiat, on peut se demander ce que pourra faire le nouveau bureau : le Manifeste voté par l'Assemblée Générale reprend en fait les thèses de la minorité : bien plus, devant l'incapacité de la nouvelle majorité à pourvoir aux différents postes de direction, des minoritaires ont dû conserver leurs places, la totalité du secteur universitaire, au Bureau National. Ainsi, ou bien le Bureau ne surmontera pas ses contradictions internes et entrera rapidement en crise, ou bien il « parlera » beaucoup des réformes de structure et appliquera, en fait, en l'habillant au besoin d'un vocabulaire gauchiste, la politique la plus traditionalistes qui soit.

Jean KERGOAT
Membre du Comité Politique National
Du P.S.U